Libres dans la prison de Gaza

A l'occasion de la **Journée de la terre en Palestine**,

le **Comité Action Palestine**

vous invite à une soirée-débat

« ***Prisonniers palestiniens : combattants de la Liberté*** »

Le **29 mars 2013 à 20h30**

Centre Social Génicart,
Esplanade François Mitterand Lormont, tram A
direction Bassens, arrêt Gravières

au programme :

Projection de « ***Libres dans la prison de Gaza*** »,
un film de C. de Hond et M. Court, 2012

et

L'intervention de **Shireen Issawi**, avocate palestinienne, ***sœur de Samer Issawi***, prisonnier en grève de la faim depuis 240 jours.

La Journée de la Terre est hautement symbolique : elle exprime à la fois la résistance au sionisme et le refus de l'usurpation de la terre qui est l'essence-même de la colonisation juive de la Palestine.

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de 1948 (c'est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l'Etat d'Israël) étaient abattus par l'armée d'occupation d'Israël, 96 étaient blessés et 300 autres arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l'État sioniste qui avait confisqué et déclaré " zone militaire " 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens. Depuis lors, tous les 30 mars, la « Journée de la Terre » commémore cet événement en Palestine et partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.
Le sionisme est un mouvement colonial et raciste qui est à l'origine de la création de l'Etat d'Israël. Celui-ci bénéficie du soutien inconditionnel des puissances impérialistes occidentales qui considèrent cette entité comme leur agent au Proche et Moyen Orient. Depuis plus d'un siècle, les Palestiniens connaissent le prix de leur résistance au sionisme. Si la prison est une perspective certaine pour le résistant, la résistance est aussi l'horizon des prisonniers palestiniens. Leur combat est un combat politique et c'est un repère fondamental de l'identité palestinienne.
Ainsi le mouvement de grève de la faim des prisonniers palestiniens dans les geôles sionistes, initié depuis début 2012, est d'une ampleur inégalée par sa longueur. Samer Issawi et Ayman Sharrawneh en sont actuellement les fers de lance. Libérés en 2011 lors de l'opération d'échange de prisonniers ils ont été de nouveau arrêtés au cours de l'été 2012 par les forces sionistes et placés en détention « administrative ». Depuis leur arrestation, c'est à dire plus de 240 jours, ils mènent une grève de la faim. Leur état est critique et ils peuvent mourir à chaque instant.
Lors de la dernière audition par le tribunal militaire sioniste qui a rejeté une nouvelle fois sa demande de libération, Samer Issawri a déclaré : » Je suis plus fort que l'armée d'occupation et ses lois racistes, je suis Samer al-Issawri, fils de la ville d'Al-Quds. Je vous demande lorsque je tombe en martyr de porter mon âme comme un cri en faveur de tous les prisonniers et prisonnières, que ce soit un cri pour la liberté, la libération et la fin du cauchemar des prisons et de leurs ténèbres étouffantes. Mon combat est plus grand qu'une question de liberté individuelle. Moi-même et mes compagnons héroïques menons une lutte pour tout le peuple

palestinien, contre l’occupation et ses prisons, afin que nous soyons libres et maitres de notre Etat libéré et dans notre ville d’Al-Quds… ».
Unis derrière leurs prisonniers, les Palestiniens ont lancé un immense mouvement de soutien et affrontent quotidiennement l’ennemi sioniste et ses collaborateurs (ONG, Autorité palestinienne), démontrant ainsi que la résistance palestinienne se joue de tous les murs érigés pour la diviser et la détruire.
Nous, Comite Action Palestine, sommes entièrement solidaires de la résistance héroïque des prisonniers palestiniens. Nous dénonçons avec force tous ceux qui restent muets face aux crimes de l’occupant sioniste et qui de fait collaborent à cette politique. Nous rendons hommage à tous les martyrs prisonniers parmi lesquels Arafat Jaradat assassine samedi 23 février par ses geôliers sionistes. Nous tenons également à ré-exprimer notre solidarité au résistant Georges Ibrahim Abdallah, maintenu en une sorte de détention administrative par l’Etat français, tous les gouvernements s’étant jusqu’à présent opposés à sa libération, alors qu’il est libérable depuis plus de 10 ans.